

La Roche-sur-Yon, l'esprit pionnier
Ville fondatrice de la fédération européenne des cités napoléoniennes

La Roche-sur-Yon, le 4 juillet 2007

Le Maire
Conseiller général
de la Vendée

à

ARCEP
Monsieur le Président
7 Square Hymans
75730 PARIS CEDEX 15

Délégation à la gestion
aux moyens et aux ressources
N/Réf. : EG/AR/230-2007
Affaire suivie par : E. GROS
Objet : consultation publique

Monsieur le Président,

Dans le cadre de la mission confiée par le législateur, vous avez invité les acteurs concernés à réagir sur le projet de rapport relatif à la mise en conformité des conventions câbles.

Je forme le vœu, qu'enfin, ce rapport permette de dénouer les situations de blocage que nous connaissons, hautement préjudiciables pour la qualité de service et le développement du haut débit.

- **Sur la portée des mises en conformité** : vous notez d'une part que "les clauses d'exclusivité seront, en tout état de cause, inopposables à compter de l'expiration, au 31 juillet 2007, du délai de mise en conformité !" mais que d'autre part "l'absence d'accord entre les parties sur un aménagement du contrat, il peut être imposé unilatéralement par la commune".

Il me semblerait plus clair d'indiquer que ces clauses sont inopérantes de droit, ainsi que cela s'applique couramment en matière de clauses de marchés publics devenues contraires à la réglementation.

- **Sur la préconisation concernant les sujétions particulières** : le projet de rapport invite les collectivités à jouer leur rôle de partenaire et à négocier un allègement voire une suppression de ces sujétions.

Il me semblerait juste d'indiquer que le câbloopérateur fait aujourd'hui déjà fi de ses obligations. La négociation implique de part et d'autre une posture partenariale qui ne se vérifie pas à ce jour. C'est pourquoi l'autorité, tout comme elle invite les collectivités à jouer leur rôle, pourrait également inviter le câbloopérateur à faire preuve de concessions en vue d'aboutir à des accords permettant le développement des réseaux.

- **Sur les compétences des collectivités** : le projet de rapport indique qu'un doute peut exister sur la possibilité pour une commune de déléguer l'exploitation d'un réseau câble entre 1986 et 1990.

Cette formulation risque de mon point de vue de favoriser des situations de blocage avec l'opérateur alors que les contrats conclus pendant cette période sont très nombreux. Or, à ce jour, ni les juges, à l'occasion de contentieux, ni le conseil d'Etat n'ont validé cette interprétation d'une éventuelle absence de compétence.

L'étude de Monsieur GLASER cherche la réponse dans les intentions du législateur de 1986. Elle n'intègre cependant pas la législation antérieure sur la création des sociétés d'économie mixte locales prévues par la loi du 7 juillet 1983. En effet "les communes peuvent, dans le cadre des compétences qui leur sont reconnues par la loi, créer des sociétés d'économie mixte locales (...) pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial, ou pour toute autre activité d'intérêt général".

Par conséquent, la création d'une société d'économie mixte en vue d'exploiter un réseau câblé ne pourrait être que la résultante des compétences communales sur une activité dont l'étude de Monsieur GLASER a caractérisé la nature d'intérêt général.

Sous réserve de l'analyse du juge le doute doit donc être levé.

Telles sont les remarques que je souhaitais formuler sur le projet de rapport de l'autorité de régulation.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de mes salutations distinguées.

Pierre REGNAULT
